

20251031 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/67838/en-macedoine-du-nord-la-zone-grise-entre-retours-volontaires-et-expulsions-deguisees-vers-la-grece-23>

Grand angle



Ces trois jeunes exilés viennent d'arriver, la veille au soir, au centre de transit de Vinojug. Le lendemain de notre rencontre, ils ont été ramenés en Grèce par la police aux frontières macédonienne dans le cadre des "retours volontaires". Gevgelija, Macédoine du Nord, octobre 2025. Crédit : Infomigrants

En Macédoine du Nord, la zone grise entre "retours volontaires" et expulsions déguisées vers la Grèce (2/3)

Par [Maïa Courtois](#)

Dans la zone frontalière de la Macédoine du Nord, voisine de la Grèce, les migrants interceptés en arrivant dans ce pays des Balkans se voient offrir l'option du "retour volontaire" par la police macédonienne. Les témoignages recueillis sur place indiquent que la pratique - légale et encadrée sur le papier - navigue dans une zone grise où elle se transforme parfois en expulsions déguisées.

Maïa Courtois, envoyée spéciale en Macédoine du Nord,

Un chat roux bondit sur le capot de la voiture de la police aux frontières macédoniennes garée au beau milieu de l'allée centrale. Le félin bâille, s'étire de tout son long, s'assied pour contempler ce qui l'entoure. À l'intérieur du véhicule, un agent surveille d'un air blasé les agissements d'un groupe de jeunes tout juste arrivés ici, dans le centre de transit de Vinojug. Quelques mètres plus loin, un collègue observe lui aussi distraitemment le groupe, l'œil davantage attiré par l'écran de son téléphone portable.

Agglutinés dans l'ouverture de la porte du conteneur qui abrite leurs lits superposés, ces quatre jeunes tout juste arrivés de Grèce posent mille questions à la fois à qui veut bien les entendre. "Où se trouve Skopje [la capitale macédonienne]?", "Si nous décidons d'aller là-bas, que va-t-il se passer ? Y a-t-il un camp ouvert là-bas ? Combien de temps ça prend pour nous y transférer ?" "Et si la police décide de nous renvoyer vers la Grèce, où est-ce qu'ils nous amèneront ?", s'enquérivent-ils.

Arrivés hier soir dans ce centre fermé situé dans la petite ville frontalière de Gevgelija au sud de la Macédoine du Nord, ces jeunes sont pleins d'incertitudes. Aux exilés venus de Grèce, interceptés et placés dans le centre de Gevgelija par la police aux frontières, deux choix se

présentent. Soit [demander l'asile pour rester en Macédoine du Nord](#) et être transférés au centre pour demandeurs d'asile de la capitale, Skopje. Soit opérer un "retour volontaire" vers la Grèce.

A lire aussi

[Macédoine du Nord : ce petit pays des Balkans où les migrants vulnérables font une courte pause dans leur exil vers l'Europe](#)

"Si nous retournons en Grèce et que la police nous arrête, nous serons emprisonnés pendant deux ans... Et puis dans la zone frontalière il y a des mafias qui pourraient nous kidnapper, nous avons peur", craint un des jeunes du groupe, Raheem, 19 ans, originaire du Caire en Égypte. Retourner en arrière pour s'en remettre une nouvelle fois aux passeurs et tenter un passage sans encombre ne lui semble pas le meilleur calcul.

"Nous voulons juste être tranquilles et en sécurité... Si notre tranquillité passe par le retour en Grèce, qu'il en soit ainsi. Si notre tranquillité passe par un déplacement dans la capitale à Skopje, qu'il en soit ainsi", hésite-t-il.



Raheem et ses compagnons de route sont dans l'incertitude et manquent d'informations face au choix qui leur est laissé entre retourner en Grèce ou être transférés à Skopje comme demandeurs d'asile. Gevgelija, Macédoine du Nord, octobre 2025. Crédit : Infomigrants

Le lendemain, nous apprenons que Raheem et les autres du groupe ont tous été ramenés en Grèce par la police. Y a-t-il vraiment eu un choix éclairé et informé ? Tous ces jeunes sans exception étaient-ils vraiment "volontaires" ? Mais surtout : qu'est-ce qu'un "retour volontaire" ?

Les retours volontaires se font "à l'oral, sans documents à signer"

En théorie, comme le définit l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), il s'agit du "retour assisté ou autonome vers le pays d'origine, de transit ou un pays tiers, sur la base du libre arbitre du returné". Mais en pratique, en Macédoine du Nord, il s'agit d'une zone grise. Qui se décide uniquement à l'oral, s'installe dans un contexte de manque d'informations, et s'apparente parfois à un refoulement à chaud (ou "pushback") illégal.

Dans les premières années qui ont suivi le pic migratoire de 2015 et la création du centre de transit de Vinojug à Gevgelija, "la police ne laissait pas le choix et refoulait des groupes". "Aujourd'hui, la pratique a changé, il s'agit maintenant du choix des personnes", observe Jasmin Redjepi, responsable de l'ONG Legis. Mais tout se fait à l'oral : "Il n'y a pas de

document écrit à signer ou quoi que ce soit. La Grèce ne les empêche pas d'entrer en Macédoine, la Macédoine renvoie en Grèce : c'est une sorte de situation informelle entre les deux pays. C'est la même chose au nord, entre la Serbie et la Macédoine".



Un véhicule de Frontex dans le centre de transit de Vinojug. Selon plusieurs ONG, la présence des gardes-frontières de l'UE a permis de faire évoluer les pratiques et d'éviter les refoulements systématiques. Certains témoignages recueillis par Infomigrants démontrent néanmoins que cette pratique se poursuit parfois. Gevgelija, Macédoine du Nord, octobre 2025. Crédit : Infomigrants

Selon le responsable associatif, le déploiement en avril 2023 dans la zone frontalière sud de Frontex, l'agence européenne de protection des frontières, a fait évoluer positivement la pratique. "Désormais, quand quelqu'un veut rester ici et demander l'asile, son premier entretien se déroule avec Frontex qui indique ensuite à la police macédonienne : "Laissez-le au centre". Avant, il n'y avait que la police macédonienne, c'était bien plus arbitraire".

L'analyse est partagée par les avocates de la Macedonian Young Lawyers Association (MYLA), qui rappellent que "ces centres de transit demeurent dans une situation juridique peu définie : ils sont placés sous un régime de "gestion de crise" qui dure depuis 2015, donc les gens à l'intérieur ont eux aussi un statut légal peu défini" - donc peu protecteur.

Sur un simple message du passeur, "les jeunes s'enfuient d'ici la nuit"

Le "retour volontaire" est l'option très majoritairement retenue pour les exilés débarqués dans ce centre fermé de Vinojug, à la frontière. Mais pourquoi les exilés préféreraient-ils un retour vers la Grèce plutôt qu'un transfert vers la capitale et son centre ouvert pour demandeurs d'asile, à partir duquel il est aisément de partir vers la proche Serbie ?

D'abord, à cause de la pression mise par les passeurs. Ceux-ci ont tout intérêt à ce que les exilés ne fassent aucune pause sur leur parcours, pour toucher plus vite la somme d'argent déblocable à chaque étape réussie. Or, être transféré de Vinojug vers la capitale Skopje prend du temps : souvent 30 jours d'attente. Mieux vaut donc, pour le business, que les migrants reviennent quelques centaines de mètres en arrière, tentent à nouveau le coup, passent sans encombre et atteignent plus vite la frontière serbe. "Il y a même des passeurs qui ont des stratégies : ils envoient un premier groupe en sachant qu'il va se faire intercepter, pour faire diversion et faire passer un second groupe derrière", évoque Jasmin Redjepi, de l'ONG Legis.

Par conséquent : de nombreux exilés acceptent la reconduite. Certains "s'enfuient" même de Vinojug avant que la police n'organise le trajet en fourgonnette vers la capitale. Car dans ce centre de transit fermé, les allées et venues sont contrôlées. "Par contre la nuit, ce n'est pas contrôlé. Souvent les jeunes s'enfuient de Vinojug la nuit. En passant au-dessus des grillages",

glisse Jasmina, une autre membre de l'ONG Legis opérant au sein du centre de transit. Cette femme énergique aux cheveux rouges et au sourire doux semble connaître tous les secrets du centre, après plusieurs années d'expérience ici. Elle détaille : "Ils partent dès qu'ils reçoivent un message du passeur. Celui-ci leur indique de se rendre à telle ou telle localisation, juste de l'autre côté".



De l'autre côté des grillages du centre fermé de transit de Vinojug se trouve la zone frontalière. La Grèce n'est qu'à quelques centaines de mètres. Gevgelija, octobre 2025. Crédit : Infomigrants

De l'autre côté des grillages en effet, c'est la "green line" : la zone frontalière, couverte de quelques champs et d'herbes hautes. À l'horizon, la forêt et le paysage montagneux. La Grèce et [son premier village, Idoméni](#), est toute proche. Une équipe d'InfoMigrants y avait d'ailleurs recueilli début octobre le témoignage d'une policière grecque, qui le reconnaissait : "Parfois ce sont les mêmes personnes qui retraversent, celles qui ont déjà été refoulées par la Macédoine du Nord".

"Ces jeunes, on les retrouve ensuite 4, 5 fois de suite ici, dans le centre de transit", abonde Jasmina. Lorsqu'on lui demande son avis sur ce fonctionnement cyclique, la salariée se contente de hausser les épaules en un grand soupir.

"Je ne voulais pas aller en Grèce les trois premières fois ! Ce sont les policiers qui me ramenaient"

Reste que certains exilés résistent aux pressions des passeurs et ne sont en aucun cas "volontaires" pour retourner en arrière. C'est le cas de Mohammad Azim, 16 ans, qui a évité les appels "incessants" du trafiquant qu'il a payé - "Il me disait : 'Qu'est ce que vous foutez là, revenez en Grèce, je ferai en sorte que vous traversiez de nouveau cette frontière pour aller en Serbie'. Mais Mohammad Azim est fatigué de ces agissements. "Les passeurs ne font rien, on ne les voit jamais... On les paie mais je ne sais même plus pourquoi on les paie : c'est nous qui prenons tous les risques."

Ce jeune homme assure donc avoir déclaré aux autorités, dès sa première interception, vouloir rester en Macédoine du Nord. Pour autant, la police aux frontières ne l'a laissé vraiment s'installer à Vinojug qu'au bout de la... quatrième tentative. À chaque fois, "les policiers macédoniens m'arrêtaient au passage de la frontière, ils m'envoyaient au centre de Gevgelija... Puis ils m'embarquaient avec un autre groupe de migrants qui était là dans ce centre pour nous ramener en Grèce", assure-t-il. Une expulsion, donc.

Interrogé sur ces pratiques, le Crisis Management Centre (l'organe public régional qui régit le centre de Vinojug) nous renvoie vers le ministère de l'Intérieur, "parce qu'ils sont responsables de la procédure des retours volontaires". Mais ni le ministère de l'Intérieur, ni Frontex assurant une présence sur place depuis avril 2023, n'ont répondu à nos questions.



Mohammad Azim, 16 ans, affirme avoir été reconduit en Grèce trois fois de suite par la police aux frontières avant d'avoir enfin la possibilité, la quatrième fois, de s'enregistrer comme demandeur d'asile et de rester au centre de transit de Vinojug. Gevgelija, Macédoine du Nord, octobre 2025. Crédit : Infomigrants

L'adolescent de 16 ans montre une camionnette blanche qui passe juste à cet instant sur la route derrière lui. "C'était dans ce genre de véhicules. Ça sert aux policiers pour mettre quasiment 10 personnes dedans. Ça s'est répété trois fois".

A lire aussi

[Plus de 120 000 refoulements de migrants aux frontières de l'UE en 2024, selon un rapport de plusieurs ONG](#)

Pourquoi n'a-t-il pas été refoulé, cette quatrième fois ? Difficile de le dire. Certains exilés croient savoir que cela dépend du nombre de places dans le centre de transit, ou des capacités de transfert vers Skopje. D'autres évoquent des décisions purement arbitraires. Quoi qu'il en soit : "On peut qualifier cette situation de pushback, surtout si cela se déroule loin de nos regards et que nous n'en sommes pas avertis", reconnaît et s'inquiète Jasmin Redjepi.

Refoulé 8 fois d'affilée

Bien que la présence de Frontex ait fait évoluer positivement les choses, il semble donc que cette pratique du refoulement vers la Grèce se poursuive. Moins systématiquement, plus discrètement. Mais tout aussi illégalement : un refoulement à chaud est contraire au droit car il empêche tout examen de la situation individuelle de la personne.

Mohammad Azim a 16 ans. Or cette situation de minorité n'a jamais été prise en compte. Dans son [rapport sur l'année 2024](#), les avocates de MYLA regrettaien déjà qu'il n'existe en Macédoine "rien pour les mineurs isolés, pas de procédure formelle de protection ni d'évaluation de l'âge" et que de manière générale "les migrants n'ont pas accès à un recours efficace contre l'expulsion informelle".



Les allées et venues au centre fermé de transit de Vinojug sont contrôlées en journée. Mais la nuit, certains passent par-dessus les grillages pour rejoindre les localisations données par les passeurs dans la zone frontalière. Ces derniers n'hésitent pas à les mettre sous pression pour éviter l'attente d'un transfert vers la capitale. Gevgelija, Macédoine du Nord, octobre 2025. Crédit : Infomigrants

Rafiullah, un Afghan de 21 ans rencontré au centre pour demandeurs d'asile en banlieue de Skopje, raconte lui aussi avoir été refoulé... Huit fois d'affilée. Il doute même du nombre exact : "C'est seulement la 8ème ou la 9ème fois que l'on m'a enfin dit : "OK, tu peux rester ici".

A lire aussi

[L'UE ouvre la voie à des "hubs de retours" pour les migrants en situation irrégulière](#)

Or, Rafiullah affirme qu'il l'avait déclaré aux autorités dès la première interception : "Je voulais rester en Macédoine du Nord. Car je savais que si je demandais l'asile ici, à Gevgelija, après un mois on m'aurait transféré à Skopje. Et qu'une fois à Skopje, je pouvais aller facilement en Serbie".

Maintenant qu'il a pu rester sur le territoire et rejoindre la capitale, le jeune homme n'a qu'une hâte : rejoindre l'Europe de l'Ouest, lui qui a un cousin travaillant dans une entreprise en France. Souriant, les yeux pétillants, il s'enquiert : "Est-ce que les Français sont plus bienveillants ? Ici, les gens dans les Balkans sont racistes : on me regarde toujours bizarrement comme ça" - il fronce les sourcils, la mine fermée, puis éclate de rire - "J'ai du mal à comprendre pourquoi".